

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 décembre 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 22 décembre 2005, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la Déclaration sur les pourparlers de paix qui se tiennent à Abuja concernant le Darfour, rendue publique par la présidence au nom de l'Union européenne le 21 décembre 2005 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Emyr **Jones Parry**



**Annexe de la lettre datée du 22 décembre 2005, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration sur les pourparlers de paix qui se tiennent
à Abuja concernant le Darfour, rendue publique
par la présidence au nom de l'Union européenne
le 21 décembre 2005**

L'Union européenne suit de près les pourparlers de paix qui se tiennent à Abuja concernant le Darfour et dont la septième session a commencé fin novembre 2005. Le Représentant spécial de l'UE pour le Soudan, M. Pekka Haavisto, s'y est rendu deux fois au cours de la présente session et plusieurs États membres y sont représentés. L'UE se félicite des progrès réalisés au sein de la commission sur le partage des richesses depuis le début de la session. Par contre, elle est vivement préoccupée par l'absence de progrès sur les deux autres sujets de négociation (le partage du pouvoir et les arrangements en matière de sécurité) au cours des deux semaines et demie qui se sont écoulées depuis le début de la session. Cela semble imputable à l'absence, chez les négociateurs du Mouvement de libération du Soudan/Armée de libération du Soudan et du MJE en particulier, de la volonté de discuter sérieusement de ces questions. Elle se félicite que les parties aient repris le dialogue le 19 décembre dans le cadre de la commission sur le partage du pouvoir et elle espère que cela marquera le début de progrès réels. Elle invite instamment toutes les parties à témoigner de leur volonté de faire prévaloir la paix au Darfour en faisant preuve d'un esprit positif et de souplesse dans les négociations, dans le but de parvenir rapidement à un règlement. L'UE réaffirme son soutien sans réserve à l'équipe de médiation dirigée par l'Union africaine, à laquelle elle rend hommage pour les efforts soutenus qu'elle déploie dans le cadre de ces pourparlers.

L'UE est par ailleurs profondément préoccupée par la poursuite des violations des accords de cessez-le-feu au Darfour. Elle demande à toutes les parties de cesser immédiatement leurs attaques et de s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation au Darfour et au Tchad. En raison de la persistance des violations du cessez-le-feu, il est particulièrement urgent que des avancées soient réalisées dans le cadre des négociations qui se tiennent à Abuja sur les arrangements en matière de sécurité, et notamment qu'un nouveau cessez-le-feu renforcé soit signé.

La Bulgarie et la Roumanie, pays en voie d'adhésion, la Croatie*, l'ex-République yougoslave de Macédoine*, et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova, se rallient à la présente déclaration.

* La Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.